CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

Compte rendu analytique

DE LA RÉUNION PUBLIQUE DE COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ
DU

22 - 02 - 2000
après-midi

AGALEV-ECOLO	:	<i>Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
CVP	:	<i>Christelijke Volkspartij</i>
FN	:	<i>Front National</i>
PRL FDF MCC	:	<i>Parti Réformateur libéral - Front démocratique francophone-Mouvement des Citoyens pour le Changement</i>
PS	:	<i>Parti socialiste</i>
PSC	:	<i>Parti social-chrétien</i>
SP	:	<i>Socialistische Partij</i>
VLAAMS BLOK	:	<i>Vlaams Blok</i>
VLD	:	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VU&ID	:	<i>Volksunie&ID21</i>

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 50 0000/000	:	<i>Parlementair document van de 50e zittingsperiode + het nummer en het volgnummer</i>
QRVA	:	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
HA	:	<i>Handelingen (Integraal Verslag)</i>
BV	:	<i>Beknopt Verslag</i>
PLEN	:	<i>Plenum</i>
COM	:	<i>Commissievergadering</i>

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 50 0000/000	:	<i>Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° et du n° consécutif</i>
QRVA	:	<i>Questions et Réponses écrites</i>
HA	:	<i>Annales (Compte Rendu Intégral)</i>
CRA	:	<i>Compte Rendu Analytique</i>
PLEN	:	<i>Séance plénière</i>
COM	:	<i>Réunion de commission</i>

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Bestellingen :
Tel. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : alg.zaken@deKamer.be

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants
Commandes :
Tél. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : aff.generales@laChambre.be

SOMMAIRE

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ – C 129

QUESTIONS

– de M. **Daniël Vanpoucke** au ministre de la Défense sur les remboursements pour les déportés et les réfractaires (n° 1052)

Orateurs : **Daniël Vanpoucke** et **André Flahaut**, ministre de la Défense 5

– de M. **Luc Goutry** à la ministre de la Protection de la Consommation, de la Santé publique et de l'Environnement sur le contingentement des médecins en Wallonie (n° 1125)

Orateurs : **Luc Goutry** et **Magda Aelvoet**, ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement 5

– de M. **Jozef Van Eetvelt** au ministre des Affaires sociales et des Pensions et à la ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement sur le traitement de l'anorexie et de la boulimie (n° 984)

Orateurs : **Jozef Van Eetvelt** et **Magda Aelvoet**, ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement 6

COMMISSION DE
LA SANTÉ PUBLIQUE,
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU RENOUVEAU
DE LA SOCIÉTÉ

RÉUNION PUBLIQUE

MARDI 22 FEVRIER 2000

APRÈS-MIDI

PRÉSIDENCE :

M. Yolande AVONTROODT

La séance est ouverte à 15 h 55.

QUESTIONS

REMBOURSEMENT POUR LES DÉPORTÉS ET LES RÉFRACTAIRES

Question de M. Daniël Vanpoucke au ministre de la Défense nationale sur "l'élargissement des remboursements pour les déportés et les réfractaires" (n° 1052)

M. Daniël Vanpoucke (CVP) : L'arrêté royal du 11 avril 1999 prévoit la gratuité des soins médicaux pour les anciens combattants et les victimes de la guerre qui comptent au moins une année dans un des statuts de reconnaissance nationale. Or, cette condition fait problème pour les déportés et les réfractaires.

Ne serait-il pas possible de combiner les périodes dans ces deux statuts afin de satisfaire à la condition des 365 jours ?

M. André Flahaut, ministre (*en néerlandais*) : Je soutiens la proposition de M. Vanpoucke. Toutefois, elle doit être soumise à la Commission centrale chargée d'examiner

la concrétisation des revendications non satisfaites des anciens combattants et des victimes de la guerre, instituée par la loi du 20 décembre 1996. En vue d'assurer la recomposition de cette Commission, chaque ministre concerné doit désigner son représentant. Une fois qu'elle aura été composée, je ferai le nécessaire pour qu'elle prenne cette proposition en considération. Vu l'incidence budgétaire qu'elle aura, son acceptation ne dépendra pas uniquement de moi.

La **présidente** : L'incident est clos.

CONTINGEMENT DES MÉDECINS EN WALLONIE

Question de M. Luc Goutry à la ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement sur "l'assouplissement du contingentement des médecins en Wallonie" (n° 1125)

M. Luc Goutry (CVP) : La ministre de l'Enseignement supérieur de la Communauté française, Mme Dupuis, prévoit à partir de 2007 un manque de médecins dans la partie francophone du pays. Elle aurait plaidé auprès de la ministre Aelvoet en faveur d'un assouplissement du contingentement des médecins en Wallonie. Ce plaidoyer soulève des questions si l'on songe aux conclusions des rapports Peers et Jadot et du président de la commission du planning médical.

La ministre Aelvoet a-t-elle reçu une requête allant dans ce sens de la ministre Dupuis ? Si oui, quelle en est la teneur ? Quels motifs avance Mme Dupuis pour justifier sa requête ? De quels chiffres dispose-t-on concernant les futurs besoins de médecins ? Y a-t-il des écarts importants entre la Flandre et la Wallonie ? Quelle suite la ministre réservera-t-elle à cette requête ? Quelle procédure sera suivie ?

Mme Magda Aelvoet, ministre (en néerlandais) : Il est exact que j'ai reçu une lettre de la ministre Dupuis à la suite d'une certaine étude effectuée par une certaine université francophone. Cette étude fait apparaître qu'il est malaisé de prévoir l'évolution des besoins de la population en matière de santé.

Je n'ai pas l'intention de modifier ma politique sur la base de cette seule étude. Je continuerai à mettre l'accent sur les soins de première ligne et sur de bonnes relations entre généralistes et spécialistes.

Aujourd'hui, la Wallonie compte plus de médecins que la Flandre. Même par rapport aux normes européennes, notre situation en ce qui concerne le nombre de médecins est bonne. J'ai demandé un avis à la commission du planning de l'offre médicale. En collaboration avec mon collègue Frank Vandembroucke, j'ai demandé à l'administration de procéder à une évaluation de cette étude.

M. Luc Goutry (CVP) : Je me réjouis que la ministre Aelvoet relativise l'importance de cette seule étude. La réaction de la ministre Dupuis m'a consterné. Il importe de soumettre cette étude à un examen plus approfondi. La commission du planning continue à penser qu'il y a pléthore.

La présidente : L'incident est clos.

TRAITEMENT DE L'ANOREXIE ET DE LA BOULIMIE

Question de M. Jozef Van Eetvelt au ministre des Affaires sociales et des Pensions et à la ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement sur "le traitement de l'anorexie et de

la boulimie et le financement des coûts qui y sont liés" (n° 984)

M. Jozef Van Eetvelt (CVP) : Comme d'autres pays, la Belgique est confrontée à une augmentation du nombre des patients souffrant d'anorexie et de boulimie. Ces maladies, qui affecteraient de un à trois pour cent des jeunes filles âgées de 12 à 25 ans, sont responsables de 15 pour cent des décès dans cette catégorie de la population.

Les centres professionnels d'accueil des patients souffrant d'anorexie ou de boulimie qui existent actuellement ne peuvent faire face à la demande. Les centres de jour présentent cependant une série d'avantages : les patients sont extraits de leur environnement pendant un laps de temps plus court et n'occupent pas la place d'autres patients dans certaines sections d'hôpitaux.

Quels crédits sont disponibles pour le traitement des patients souffrant d'anorexie et de boulimie ? Sont-ils suffisants ?

Les pouvoirs publics admettent-ils que le nombre des patients souffrant de ces maladies est en augmentation ? Comment est-il tenu compte de cette évolution sur le plan financier ? Le nombre des centres de jour doit-il être augmenté ?

Qu'en est-il du financement des centres de jour par l'IN-AMI ?

L'organisation d'une campagne d'information est-elle indiquée ? Quand et comment cette campagne sera-t-elle organisée ?

Mme Magda Aelvoet, ministre (en néerlandais) : Au niveau fédéral, il y a des sections psychiatriques dans les hôpitaux généraux, les MSP et les logements protégés.

Le 31 décembre 1998, on recensait 131 patients souffrant d'anorexie, 46 patients souffrant de boulimie et 90 patients présentant d'autres troubles de l'alimentation. Pour l'année 1998 dans son ensemble, le nombre des patients s'est élevé à 535 pour l'anorexie, 242 pour la boulimie et 486 pour les autres troubles alimentaires, soit un total de 1200 sur les 83.000 patients soignés en établissement.

L'information selon laquelle la majorité des patients admis dans un établissement de soins parce qu'ils souffrent de troubles alimentaires sont âgés de plus de 25 ans n'a pas manqué de me surprendre.

Ces dernières années, on a constaté une légère augmentation du nombre des patients souffrant d'anorexie

et d'autres troubles alimentaires. Quant aux chiffres relatifs à la boulimie, ils varient.

Le fonctionnement des centres de jour doit être réglé par le biais des conventions de revalidation qui font aujourd'hui défaut. On songe à des montants forfaitaires par jour d'admission dans le centre. À l'occasion de votre question, j'insisterai pour qu'un accord intervienne rapidement dans ce domaine.

L'organisation de campagnes d'information ressortit à la compétence des Communautés. La ministre Vogels s'est engagée à s'atteler à cette tâche. Ne serait-elle pas la figure emblématique idéale pour une campagne dont le slogan serait "Les hommes préfèrent plutôt les boulettes !"

– *Présidence* : Mme **Michèle Gilkinet**

M. **Jozef Van Eetvelt** (CVP) : J'aimerais disposer des chiffres. Je me réjouis d'entendre qu'une solution financière sera élaborée prochainement au sein de l'INAMI. J'espère que la Communauté flamande s'attellera rapidement à l'organisation d'une campagne d'information.

Le **président** : L'incident est clos.

– *La séance publique est levée à 16 h 15.*